

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-malgaches, les Français à Madagascar, la lutte contre le terrorisme et sur la Francophonie, à Tananarive le 27 novembre 2016

Monsieur le Premier ministre de la République de Madagascar,

Vous nous faites grand honneur de venir ici, à la résidence de madame l'Ambassadrice, devant la communauté française rassemblée - que je salue - avec les membres de ma délégation, les ministres, les parlementaires, les chefs d'entreprise, les artistes, les chercheurs, bref, toute la France qui a voulu venir pour ce Sommet de la francophonie, à la fois pour porter les valeurs qui sont les nôtres mais en même temps pour défendre l'idée même que porte la langue française. Il était très important que nous puissions le dire et le faire ici, à Madagascar.

C'est la troisième fois qu'un président de la République française vient à Madagascar depuis l'indépendance du pays. Il y a eu François MITTERRAND et puis Jacques CHIRAC. Je voulais que ma visite puisse à la fois être une visite comprise comme étant un signe de l'amitié entre la France et Madagascar et en même temps une visite liée à la responsabilité qu'a la France dans la francophonie.

Je suis conscient de la place stratégique qui est celle de Madagascar dans l'Océan indien. La France est présente dans l'Océan indien de multiples façons. Ici par la communauté française, mais aussi à Mayotte, à La Réunion - et je sais combien les liens sont intenses entre les différentes îles, qui ne sont pas de même taille, nous en sommes conscients, mais qui participent de la même volonté de développement de la coopération au sein de l'Océan indien.

Je voulais aussi souligner combien la communauté française présente à Madagascar est importante, diverse, riche au sens de ce qu'elle peut apporter et à Madagascar et à la France. C'est une communauté qui représente près de 20.000 personnes, beaucoup de binationaux et c'est une chance que d'avoir des binationaux et une communauté qui est parfois là depuis longtemps, parfois plus récemment liée à des activités de développement, à des recherches, à de l'installation d'entreprises, à des initiatives associatives, bref, tout ce qui peut nous rapprocher. Je sais aussi combien cette communauté est fervente et est capable de se mobiliser. Vous étiez nombreux à la résidence, c'était quelques jours après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, à Saint-Denis. Et vous aviez éprouvé spontanément le besoin de vous retrouver ici, pour témoigner de votre solidarité à l'égard de nos compatriotes qui avaient pu être frappés. C'était d'autant plus fort que Véronique DE BOURGIES qui était française, qui travaillait ici à Madagascar, qui avait lancé une initiative très belle qui se poursuit d'ailleurs pour les enfants, pour les familles, a été assassinée lors de cette nuit terrible du 13 novembre.

J'ai rencontré les représentants de cette association et je leur ai dit que malgré la douleur qu'ils ressentent, malgré cette absence, ils avaient toute l'aide de la France pour continuer cette action. Et eux-mêmes qui sont présents ici ont comme maintenant devoir et ils le savent mais aussi comme passion de pouvoir continuer l'œuvre de Véronique DE BOURGIES.

Je veux saluer aussi - je l'ai fait avant de vous rencontrer - la famille d'une victime malgache de l'attentat de Nice, et je lui ai témoigné là encore de notre solidarité. Voilà ce qu'est finalement

une communauté, à l'échelle du monde. Ici, à une Française qui a pu être assassinée alors même qu'elle travaillait pour la solidarité avec Madagascar et puis une Malgache qui était en France à Nice et qui a été également victime de la barbarie et du terrorisme.

Je sais aussi combien monsieur le Premier ministre, vous luttez contre l'insécurité et c'est une priorité majeure partout. Notre communauté a été profondément marquée par l'assassinat de deux jeunes français, Magali et Romain au mois d'août dernier sur l'île de Sainte-Marie. Et je ne veux pas non plus oublier nos autres ressortissants qui ont trouvé la mort ici, à Madagascar.

Alors j'ai abordé cette question de la protection, de la sécurité avec le Président Hery et j'ai voulu que nous puissions définir les coopérations judiciaires que nous pouvions mettre en place, y compris aussi les coopérations en termes de sécurité, de façon à ce que les autorités malgaches puissent à la fois assurer leur rôle de protection de l'ensemble des Malgaches et ici des Français qui y sont installés et qu'il puisse y avoir une coopération judiciaire qui permette que des procès puissent se tenir et qu'il n'y ait aucune impunité. C'est d'ailleurs le cas puisqu'il y a eu le procès des auteurs du double meurtre de Français à Tuléar en 2014 et ceux de nos compatriotes à Nosy Be, c'était en 2013.

Je suis conscient que beaucoup de Français veulent venir ici à Madagascar, parce que c'est une très belle île avec des paysages magnifiques. Nous sommes ici admiratifs de ce que nous pouvons voir ou entrevoir. Nous savons combien les plages de Madagascar peuvent recevoir de touristes, mais faut-il encore qu'il y ait de la sécurité. Et autant nos opérateurs sont mobilisés - je veux les en remercier - autant nous voulons même qu'il y ait des facilités en termes de transports aériens, autant nous voulons que ces touristes qui seront sans cesse plus nombreux puissent avoir toutes les conditions pour y séjourner avec sérénité.

C'est également votre préoccupation et madame l'ambassadrice et les consuls qui sont ici présents sont à la disposition de la communauté française pour leur donner toutes les informations et leur permettre de faciliter leurs mouvements.

Voilà, c'est ce que je voulais d'abord dire au sujet des drames que nous avons pu traverser. Face aux drames, il peut y avoir de l'abattement - c'est une tentation - il peut y avoir de l'intolérance - c'est un risque - mais il peut y avoir, et il doit y avoir une cohésion, une force qui se dégage de nous pour non seulement dépasser ce qui a pu à un moment nous atteindre, mais finalement suivre notre chemin avec encore plus de détermination. Et c'est ce que nous faisons tous ensemble, tous les Français, qu'ils vivent dans l'Hexagone, en Outre-mer ou qu'ils soient Français à l'étranger.

Ils sont ensemble et ils ne veulent pas être divisés, ils ne veulent pas être séparés entre les uns et les autres, ils veulent qu'il n'y ait aucune stigmatisation et en même temps, ils attendent de la fermeté, ils attendent de la sécurité, ils attendent que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités. C'est ce que nous avons fait depuis 2012. J'ai avec les gouvernements de Jean-Marc AYRAULT de Manuel VALLS considérablement renforcé les moyens de la sécurité, mis aussi les ressources nécessaires pour nos armées.

Je veux saluer ici nos militaires parce que la France est engagée pour lutter contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest : c'est l'opération Barkhane qui a commencé au Mali mais qui se poursuit dans toute la région. La France est engagée parfois pour séparer un certain nombre de communautés qui risqueraient de s'entretuer, cela a été le cas avec notre intervention en Centrafrique. La France est engagée aussi au Moyen-Orient, en Irak et en Syrie pour lutter contre Daesh, cette organisation islamiste, fondamentaliste qui nous a fait la guerre, déclaré la guerre avec les attentats.

Il y a beaucoup d'attentats que nous déjouons encore ces derniers jours, ces dernières semaines et je veux en féliciter ici les forces de sécurité. Oui, nous devons agir et en même temps, nous devons vivre et c'est ce qui compte avant tout, c'est le sens de ce qu'ici j'ai affirmé au Sommet de la Francophonie. Parce que nous sommes conscients que nous devons répondre à tous les besoins qui nous sont présentés.

La francophonie représente des pays très différents, il y a des pays pauvres qui veulent assurer leur développement, il y a des pays très développés qui veulent partager la technologie, il y a des

pays émergents, il y a des pays de tous les continents. L'espace francophone représente la solidarité d'un monde qui parle la même langue et qui veut anticiper par rapport à ce que doivent être les responsabilités de la communauté internationale.

Ici à Madagascar, monsieur le Premier ministre, et je l'ai dit au Président, nous soutenons le processus de stabilisation. Il est en cours et c'est un grand succès pour vous que d'avoir pu accueillir le Sommet de la Francophonie. C'est l'événement international plus important qui a eu lieu depuis l'indépendance et qui a pu être parfaitement mené. Alors soyez-en fiers, que le peuple malgache en soit bien conscient, recevoir une conférence de ce niveau avec beaucoup de chefs d'Etat et de gouvernements en toute sécurité, dans des conditions d'hospitalité remarquables, c'est un succès.

Et ce succès est encourageant, c'est la raison pour laquelle la France veut continuer à vous apporter son aide d'une autre façon, avec notamment des investissements nouveaux dans le secteur des infrastructures, de l'énergie, de l'urbanisme. Et l'Agence française de développement - je salue ici son directeur - va doubler ses engagements à Madagascar.

Nous voulons aussi coopérer sur le plan universitaire et scientifique, je rappelle les instituts de recherche : PASTEUR, CIRAD, IRD qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des Malgaches. Et je sais qu'ici, il y a de nombreux représentants de ces grandes institutions de recherche.

Et puis il y a ce que nous voulons faire pour la langue française, pour la culture française. Il y a ici des établissements scolaires de très grande qualité, je veux ici rendre hommage aux personnels qui s'y dévouent. C'est pour nous non seulement un devoir mais un grand investissement parce que chaque fois que des jeunes passent dans nos établissements, non pas simplement pour apprendre le français, mais pour apprendre en français, ils deviennent les meilleurs ambassadeurs de la culture française et surtout ils obtiennent là un passeport qui n'est pas délivré par quelque autorité administrative que ce soit, mais un passeport pour réussir leur vie. C'est comme cela que nous concevons aussi la francophonie.

Je veux aussi souligner le rôle des Alliances françaises ici. Quand j'ai visité le Pavillon de la France, au Village de la francophonie, j'ai été vraiment saisi par l'ampleur de ce que nous pouvons faire pour diffuser la culture française à travers ce réseau d'Alliances. C'est un très beau succès populaire le Village de la francophonie. Il y avait des milliers de personnes qui s'y pressaient, tout simplement pour accéder à l'information. Les services de l'ambassade ont fait un travail remarquable que je veux absolument souligner, où l'on obtient toutes les informations sur les administrations françaises, sur ce qu'elles font. Je me demande s'il ne faudrait pas, monsieur PLACE qui s'occupe de la simplification, généraliser ce processus partout, mettre ces bornes dans tous nos villages parce qu'il y a vraiment là une source de connaissances et d'informations. J'ai voulu justement que nous puissions partout en France permettre à l'administration de se moderniser, d'accéder beaucoup plus facilement à nos concitoyens, de leur donner de l'information. Et j'espère qu'ici, nous pouvons être exemplaires.

Je veux également souligner toutes les formes de coopération décentralisées, il y en a beaucoup : coopération avec les collectivités locales, coopération avec les organisations non-gouvernementales et puis enfin il y a les entreprises. Les entreprises françaises qui ont mené des partenariats avec des entreprises malgaches, qui sont particulièrement impliquées dans bon nombre de grands travaux que vous avez lancés et qui bien sûr vont demander à des techniciens, des ingénieurs français de venir ici s'installer. Et je sais que vous leur ferez le meilleur accueil et je salue ici tous les représentants de la communauté d'affaires.

Là encore il faut simplifier, alors nous le faisons pour ce qui nous concerne, mais vous avez sans doute aussi les autorités malgaches à faire que le droit soit simple et qu'il puisse y avoir autant qu'il est possible le développement de nos échanges économiques.

J'ai voulu également que cette visite puisse rappeler un certain nombre d'événements historiques, comme pour mieux nous projeter vers l'avenir. D'abord nous nous sommes rendus ensemble au monument aux morts du lac ANOSY pour rappeler qu'il y a eu de nombreux Malgaches qui, pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale se sont sacrifiés pour la France, c'est-à-dire pour notre liberté, pour notre indépendance. Et ils ne seront jamais oubliés.

France, c'est-à-dire pour notre liberté, pour notre indépendance. Et ils ne seront jamais oubliés. Sur ce monument aux morts, il y avait inscrites les batailles de la Première Guerre mondiale, celles qui ont décimé tant d'hommes, et parmi ces hommes des Malgaches. J'ai rappelé aussi les événements de 1947 et ce qu'avait pu être ce souvenir douloureux et qui a longtemps séparé la France et Madagascar parce qu'il y avait de l'incompréhension. Et donc j'ai dit que je voulais rendre hommage aussi aux victimes des événements tragiques de 1947.

L'indépendance en 1960 a permis que la France et Madagascar entretiennent des relations qui ont été, en fonction des alternances ou en fonction des événements politiques, en France et à Madagascar, parfois bonnes, parfois plus difficiles, parlons-nous franchement. Aujourd'hui, nous devons tout faire pour qu'elles soient excellentes ces relations et pour que nous puissions travailler ensemble et que vous ayez confiance dans la France, et la France confiance dans Madagascar.

Pour en porter la preuve, je souhaite qu'il y ait plus d'étudiants malgaches qui viennent trouver dans nos universités le moyen de réussir leur vie. Je souhaite qu'il y ait plus de déplacements, plus d'échanges. J'ai évoqué le tourisme, j'ai évoqué les rapports économiques, je veux qu'il puisse y avoir des relations qui soient exemplaires parce que nous sommes voisins, je le rappelais, parce que nous portons des mêmes idéaux dans cet Océan Indien et parce que nous voulons que ce soit une zone de paix.

Nous voulons aussi lutter contre tout ce qui peut être l'extrémisme et la radicalisation, et c'est un devoir que j'ai rappelé au sein de l'organisation de la francophonie.

Voilà mesdames et messieurs ce que je voulais vous dire en cette matinée très belle, dans ce lieu magique et devant vous, au moment où nous devons montrer ce qu'est la France partout, comment nous devons nous rassembler quelles que soient les circonstances, quelles que soient les échéances, quelles que soient les épreuves, quels que soient les choix que nous aurons à faire. Nous rassembler, c'est le plus essentiel, c'est-à-dire que nous puissions tous contribuer au bien commun et vous le faites ici et bien commun entre Madagascar et la France, que nul ne soit oublié.

Plusieurs fois, il m'a été rappelé ce qu'était la situation d'un certain nombre de nos ressortissants et de ceux qui veulent accéder à la nationalité française après de longues démarches. Oui, nul ne doit être oublié. Dans la France telle que nous la voulons, personne ne doit être écarté au prétexte de sa fragilité, de sa vulnérabilité ou de ses croyances ou de ses convictions.

Et pour unir, la langue française doit être regardée comme un instrument supplémentaire même l'élément principal parce que ce qui nous permet d'être à l'égal des autres, c'est de maîtriser de la même manière la langue française. C'est pour ça que nous avons créé cette Agence pour la langue française, parce que ce que nous devons donner à chacun de nos enfants, la possibilité non pas de parler français mais de bien maîtriser la langue, parce que c'est avec la langue que nous communiquons, que nous créons, que nous inventons et que nous pouvons être ensemble. Et puis comment ne pas évoquer l'Education nationale, cette grande force qui ici est représentée à travers ces établissements et qui, en France, doit être regardée comme un atout majeur pour notre pays et qui doit donc disposer des ressources et des moyens indispensables pour permettre la formation de tous nos enfants. La formation, cela vaut même au-delà de l'Education nationale toute la vie que nous devons l'organiser. Et ce service public essentiel qui est celui de l'Education doit être à chaque fois conforté et renforcé.

Tous les Français, je le disais, qui contribuent au bien commun, aucun qui ne doit être oublié et tous qui doivent être reconnus pour ce qu'ils sont, à part entière comme citoyen et tous ensemble.

C'est la raison pour laquelle il était si important de vous retrouver, communauté française, pour vous dire que vous contribuez au bien commun, qu'aucun de vous n'est oublié et que vous permettez à la France de rayonner ici à Madagascar.

Vive la République française, vive Madagascar, vive l'amitié entre la France et Madagascar.